Un voyage…

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 1 août 1934

La première étape en fut achevée ce matin, après que les Égyptiens et les étrangers eurent été témoins de choses qui donnent à réfléchir longuement, les uns comme les autres. Ils virent un peuple et un cabinet en conflit l'un avec l'autre, dans un pays que l'on dit démocratique et constitutionnel — un pays où il ne devrait exister aucun conflit de ce genre entre le peuple et le cabinet, mais où le cabinet devrait simplement s'incliner devant la volonté du peuple, exécuter ses désirs, réaliser ses espoirs, protéger ses intérêts et ce qui lui est sacré — ou bien démissionner. Et pourtant, Égyptiens et étrangers virent bien un conflit entre le peuple et le cabinet à Port-Saïd, un conflit aux couleurs multiples, aux formes diverses, contenant un sérieux qui fait saigner le cœur et se briser les entrailles, et contenant une bouffonnerie qui dessine sur les lèvres des sourires amers.

Dans cette lutte entre le peuple et la police, des blessés tombent des deux côtés — du côté du peuple comme du côté de la police — pour cette seule raison que l'administration veut exercer un pouvoir arbitraire sur les gens et les plier à sa volonté, alors que l'administration n'a jamais été instituée pour exercer un tel pouvoir, ni a fortiori pour imposer sa volonté aux gens. Et l'on recourt alors à ces stratagèmes tortueux : le cabinet, d'un côté, pour s'interposer entre le chef du Wafd et ce qu'il veut ; le peuple, de l'autre, pour obtenir ce qu'il veut malgré les tentatives de contrôle et d'obstruction du cabinet. Le chef du Wafd veut visiter les blessés à l'hôpital ; le cabinet le lui refuse ; le chef du Wafd persiste dans ce qu'il veut ; et le cabinet se voit contraint à une comédie que l'on ne peut qualifier autrement que d'étrange : il ordonne que l'on transfère précipitamment les blessés hors de l'hôpital et que l'on dissimule le lieu où on les a transférés, si bien que, lorsque le chef du Wafd se rend à l'hôpital, il ne les y trouve pas, et que, lorsqu'il s'enquiert d'eux, on lui répond qu'ils ont été transférés en un lieu inconnu ! Un cabinet réduit à une telle comédie, recourant à de tels stratagèmes, veut que les gens croient en sa force, ressentent son autorité redoutable, lui reconnaissent puissance et pouvoir. Mais les vraiment forts ne s'amusent pas quand le sérieux s'impose, ne rusent pas quand la franchise s'impose, ne recourent pas à la tromperie quand il faut affronter les faits avec fermeté, résolution et audace. Un cabinet véritablement fort, véritablement respecté, laisserait simplement le chef du Wafd visiter les malades à

l'hôpital — et qu'y a-t-il donc à craindre d'une telle visite, à quoi s'attend-on lorsque le chef du Wafd entre à l'hôpital pour visiter les malades qui s'y trouvent ? Un cabinet véritablement fort, véritablement respecté, interdirait purement et simplement au chef du Wafd de visiter l'hôpital, s'il était réellement convaincu qu'un mal se cachait dans cette visite. Mais cette hésitation, ce flottement entre autorisation et interdiction, ce jeu sur ce qui ne devrait pas se jouer, cette ruse sur ce qui ne devrait pas se ruser, cet enlèvement des malades hors de l'hôpital et cette dissimulation en un lieu inconnu — rien de tout cela ne témoigne de force, ni d'autorité, ni de sérieux dans l'affaire ; cela ne témoigne que de faiblesse, d'impuissance, et d'un recours à la ruse pour fuir ses propres difficultés.

Le cabinet a joué avec le peuple, et le peuple a joué avec le cabinet à son tour ; le cabinet a été sérieux avec le peuple, et le peuple a été sérieux avec le cabinet à son tour. Nous croyons que le cabinet est désormais bien certain de trouver chez le peuple exactement ce que lui-même lui apporte : du sérieux pour du sérieux, de la bouffonnerie pour de la bouffonnerie. Le peuple voulut accompagner le chef du Wafd jusqu'aux tombes des martyrs ; le cabinet le lui refusa ; alors le peuple recourut à un stratagème, organisant un cortège funèbre et le menant jusqu'à son terme, au cimetière, où il obtint précisément ce qu'il voulait : la participation du chef du Wafd à l'hommage rendu aux martyrs. Et c'est Al-Muqattam qui rapporte cette histoire, non les journaux du Wafd. Que rie qui a besoin de rire des jeux du cabinet, et de la façon dont le peuple s'y est prêté. Quant à nous, nous trouvons cela véritablement attristant, car cela montre que la relation entre le cabinet et le peuple est devenue matière à plaisanterie et à moquerie — et cela seul suffit à mesurer le mal et la honte de la chose.

Quoi qu'il en soit, le chef du Wafd et ses compagnons ont bien visité Port-Saïd, et le peuple de cette ville a montré comment l'on peut contraindre un cabinet à reconnaître que le chef du Wafd existe, qu'on l'aime, lui, et non le cabinet, qu'on le soutient, lui, et non le cabinet, qu'il sait endurer les épreuves et parvenir à ce qu'il veut. Le chef du Wafd a quitté Port-Saïd ce matin, et la preuve en a été faite — et demeure faite ; l'évidence s'est levée — et demeure levée ; et les moins perspicaces, avant même les plus fins, ont compris que l'emprise du Wafd sur le cœur des Égyptiens est trop puissante, trop large, trop profonde et trop solidement enracinée pour que quiconque puisse espérer se l'approprier. Et voici que le chef du Wafd fait route vers Ismaïlia, puis vers la

Charqiya, tandis que la preuve demeure faite et les évidences se lèvent ici et là, que le cabinet est craintif — la crainte l'a détourné du sérieux de l'affaire — et affolé, l'affolement l'a détourné du bon sens. Qu'est-ce donc que cela ? Qu'est-ce que cet étrange arbitraire que le pouvoir déploie à Zagazig, et que langues et plumes sont incapables de décrire ? Depuis quand le cabinet a-t-il acheté les habitants de la Charqiya, en a-t-il fait ses esclaves, pour disposer de leurs affaires et les diriger d'une manière qui ne s'accorde ni avec la logique ni avec une pensée droite ? Les habitants de cette ville veulent-ils dresser une tente pour recevoir le chef du Wafd ? Le cabinet le leur refuse, s'abritant derrière la loi sur les réunions publiques. Les habitants de cette ville veulent-ils se rendre en masse à la gare pour accueillir le chef du Wafd ? Le cabinet n'autorise cette sortie qu'à dix personnes sur mille. Les habitants de cette ville veulent-ils organiser un banquet privé en l'honneur du chef du Wafd ? Le cabinet insiste pour contrôler le nombre des invités et leur identité : leur nombre ne doit pas dépasser tel chiffre, et nul ne doit assister au banquet sans l'autorisation du cabinet. Les notables et les personnalités de la ville veulent-ils rendre visite au chef du Wafd ? Le cabinet insiste pour savoir à l'avance qui compte lui rendre visite, afin d'autoriser ou de refuser cette visite. Et le cabinet insiste encore pour que les habitants de la ville lui précisent, à l'avance, l'itinéraire exact que suivra le chef du Wafd dans ses déplacements à travers la ville, et pour qu'ils s'engagent eux-mêmes à ce que cet itinéraire ne change en aucune circonstance.

Propos qui charmeraient et divertiraient, si nous les lisions dans les contes des Mille et Une Nuits, et qui appelleraient à la réflexion et à la leçon morale, si nous les lisions dans quelque livre d'histoire dépeignant des âges d'oppression et de despotisme — mais qui attristent et indignent, quand nous savons qu'ils dépeignent ce que le cabinet fait réellement, en ce moment même, dans l'une des provinces d'Égypte, au vingtième siècle, à l'ombre de l'ordre, de la loi et de la constitution. Que pourrait donc faire de plus le ministre de l'Intérieur aux habitants de la Charqiya, s'il les avait purement et simplement achetés, achetant avec eux leurs terres, et se conduisant parmi eux et sur leurs terres comme se conduit un propriétaire sur ce qui lui appartient ? N'est-il pas étrange que l'on dise l'Égypte pays civilisé, que l'on dise ce pays devenu partie de l'Europe, que l'on dise qu'il vit en un siècle de liberté et de lumières — et que pourtant le ministre de l'Intérieur exerce sur son propre peuple un tel arbitraire, un arbitraire qui échappe à toute description comme à toute compréhension ?

Sur qui retombe la responsabilité de cet arbitraire ? Qui doit-on tenir pour responsable de cette oppression ? Les ministres égyptiens seuls ? Nous ne croyons pas qu'ils en fussent capables, ni même d'une part de cela, s'ils ne s'appuyaient sur quelque puissance dont ils tirent leur force. Les fonctionnaires anglais, les occupants anglais ? Nous ne croyons pas non plus qu'ils en fussent capables, ni même d'une part de cela, s'ils n'avaient des collaborateurs égyptiens pour parachever ce qu'ils entreprennent, et exécuter ce qu'ils conçoivent. Ceux qui doivent véritablement répondre de cet arbitraire exercé sur un peuple libre, de cette humiliation infligée à un peuple cher, ce sont ces complices solidaires les uns des autres : des Égyptiens qui n'ont aucun égard pour la volonté de leur propre pays, aucun respect pour les désirs de leur propre peuple ; et des Anglais qui n'ont pas plus tôt quitté leur pays pour un poste lointain qu'ils y laissent, avec lui, tout respect du droit, toute déférence pour la justice, toute reconnaissance du droit des peuples à vivre libres dans leur propre pays. Combien il conviendrait aux Égyptiens de réfléchir à tout cela, et de le voir clairement — car cette réflexion pourrait bien leur être utile, et cette pensée pourrait bien leur enseigner quelque chose.